

Paquette, Romain (1982) *Désengagement paysan et sous-production alimentaire*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 212 p.

Christian A. Girault

Volume 28, numéro 75, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021677ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021677ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Girault, C. A. (1984). Compte rendu de [Paquette, Romain (1982) *Désengagement paysan et sous-production alimentaire*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 212 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 28(75), 513–514.  
<https://doi.org/10.7202/021677ar>

En somme, cette collection d'articles présente divers aspects de la géographie de Montréal dans une perspective historique. L'approche est classique comme la facture de l'ouvrage, l'information parfois nouvelle et le style généralement simple et clair. Le volume intéressera tous ceux qui étudient l'évolution de la métropole.

Ludger BEAUREGARD  
*Département de géographie*  
*Université de Montréal*

PAQUETTE, Romain (1982) *Désengagement paysan et sous-production alimentaire*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 212 p.

L'ouvrage du Professeur Paquette de l'Université de Sherbrooke (Québec) est une étude de la situation critique de la petite paysannerie de la Martinique, aux Antilles françaises. Le livre est fondé sur des enquêtes de terrain réalisées entre 1975 et 1977 par des étudiants canadiens et des enquêteurs locaux. La première partie traite de problématique et de méthodologie. Le point de départ de R. Paquette est à la fois intéressant et généreux. L'auteur considère la crise alimentaire mondiale et insiste sur la nécessité d'offrir une alternative pour les énormes masses rurales du Tiers Monde qui pourraient produire les aliments nécessaires aux populations de ces pays. Il pense en outre que ce sont les petits exploitants qui détiennent la clé du problème de la faim dans le monde — et non les transnationales agro-alimentaires ou les gros exploitants qui eux, n'offrent que la perspective d'une perpétuation de la dépendance. La méthodologie utilisée est celle des « cartes mentales » dessinées par les exploitants et de la comparaison systématique entre les modèles d'utilisation du sol agricole (cartes d'utilisation réelle) et les idéaux portés par les paysans enquêtés (cartes d'utilisation idéale).

La deuxième partie consiste précisément en la mesure des écarts constatés entre cartes d'utilisation idéale et réelle du sol. La troisième partie présente une série d'explications des écarts constatés par des analyses tenant au statut socio-économique des exploitants, à leur perception de l'environnement tant physique qu'économique et à leurs préférences pour différents modes d'aménagement agricole et pour le choix des cultures. La quatrième partie introduit une comparaison avec d'une part l'île de Marie-Galante (à propos de la question du statut de la terre et de la réforme foncière) et d'autre part avec la situation de la petite paysannerie de la Barbade (Barbados). Enfin la conclusion réaffirme la thèse de l'auteur que la petite exploitation peut (et doit) être modernisée pour satisfaire à la fois l'exigence d'efficacité économique — et donc la satisfaction des besoins essentiels en matière alimentaire — et une exigence de démocratie sociale.

Les pays antillais offrent de nombreux exemples de « désengagement paysan et de sous-production alimentaire ». Il suffit de penser aux cas de Haïti, de Puerto Rico et même, dans une certaine mesure, de Cuba. Mais la Martinique fournit un exemple extrême en ce sens qu'il s'agit d'un territoire qui n'a pas subi la décolonisation et qui, au contraire, est intégré en principe dans un ensemble « national » dont la métropole est située à des milliers de kilomètres. Le rattachement de l'île à la France par la politique de départementalisation est tout à fait artificiel. Il entraîne, en particulier sur le plan alimentaire, une dépendance considérable vis-à-vis des importations de produits agricoles, de l'élevage et de la pêche et à terme, une modification totale des modes de consommation indigène et la décomposition des structures de production locale. Le diagnostic de l'auteur est net. Pour ce qui est de la petite production agricole, R. Paquette indique le caractère néfaste des politiques menées dans l'île depuis la départementalisation, politiques inspirées par les grands groupes de l'agro-alimentaire et par la classe dominante traditionnelle (les « Békés ») :

Au lieu de s'inspirer des valeurs locales, on a préféré importer de nouveaux *décalques* de l'extérieur. Les multiples décisions étant imposées de Paris, de Fort-de-France ou de Pointe-à-Pitre, il fallait s'attendre à une perte progressive du contrôle cognitif et effectif de l'environnement par la population locale, accompagnée d'un ressentiment croissant (p. 146).

Le problème posé sur la base de ce diagnostic est de savoir si la paysannerie marginalisée peut être « réhabilitée » et si elle peut prendre toute sa place dans la lutte pour l'autonomie alimentaire, fort bien signalée comme le but à atteindre à la suite des travaux de S. George, F. Moore Lappé et J. Collins, A. Provent et F. de Ravignan. La thèse « optimiste » de Paquette se fonde sur la disposition des paysans, manifestée dans le courant des enquêtes, à modifier l'utilisation traditionnelle du sol agricole, à conquérir des espaces en friche, à adopter de nouvelles cultures, à introduire un petit élevage et surtout à mettre l'accent sur les cultures vivrières (légumes tropicaux et produits maraîchers d'origine européenne) aux dépens des cultures d'exportation. R. Paquette voit là un « réservoir de bonne volonté » :

(...) voici qu'explose aussi le mythe de l'incapacité d'accepter des innovations qui collait à la réputation du petit paysan. Pourquoi ne tirerait-on pas partie de ce dynamisme refoulé ? Pourquoi l'inertie des autorités compétentes à l'égard des obstacles qui bloquent les petits exploitants ? (p. 81)

Certes, mais quelles sont les conditions concrètes d'un tel déblocage ? C'est là tout le débat entre les partisans d'une paysannerie mystifiée et ceux qui proposent une analyse réaliste de la situation agraire. R. Paquette se défend d'adopter une position « romantique » ; ceci en rapport avec une observation de l'auteur de ce compte rendu (p. 165). Fort bien, mais l'on ne peut s'empêcher de penser que l'argumentation de Paquette aurait été plus convaincante encore si avait été conduite une analyse historique et géographique plus poussée des conditions d'apparition de cette paysannerie marginalisée. L'on aurait sans doute pu percevoir alors *qu'il n'existe pas de situation d'équilibre* — écologique ou économique-social — antérieur auquel on puisse se référer. Les paysanneries antillaises sont nées du refus de l'esclavage, du « marronage » et de la dislocation plus ou moins poussée des plantations coloniales. Ce sont des sociétés jeunes (deux siècles d'existence au maximum), fragiles, très dépendantes de l'extérieur — de la ville, de la métropole lointaine. La réhabilitation de ces sociétés méprisées et la chance « historique » pour elles de pouvoir nourrir les pays dont elles sont membres ne pourront voir vraiment le jour que si sont prises en considération les contraintes tout à fait réelles qui pèsent sur elles à tous les niveaux.

L'ouvrage de R. Paquette constitue une contribution importante et originale à la connaissance des paysanneries du Tiers Monde. Il est accompagné d'une bibliographie, d'annexes et de nombreux tableaux statistiques. L'érudition est sûre quoique parfois pesante.

Christian A. GIRAULT  
Centre national de la recherche scientifique  
France

PAQUETTE, Romain (1982) *Désengagement paysan et sous production alimentaire*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 212 p.

Selon R. Paquette, deux stratégies majeures s'affrontent pour solutionner le problème de l'approvisionnement alimentaire mondial. Celle qui prédomine conduit à l'asservissement alimentaire des pays du tiers-monde. Elle fait peser sur l'humanité, plus que jamais, des menaces de sous-alimentation, de malnutrition, de faim et de famine. La principale stratégie de rechange, selon l'auteur, repose sur la valorisation des petits exploitants agricoles, mésestimée jusqu'ici.

En effet, le modèle « américain » de diffusion — que l'on appelle, entre autre, la « révolution verte » — sauf de très rares exceptions, a entraîné la dégradation des ressources alimentaires des pays du Tiers-Monde. En second lieu, les gouvernements des pays en développement — avec parfois, la bénédiction des pays ou des organismes étrangers — n'ont guère investi dans le paysanat. Ce dernier doit donc adopter une stratégie de défense que l'auteur appelle « stratégie de désengagement ».